

---

Financial statements of  
États financiers de l'

Canadian Agri-Food  
Policy Institute

Institut canadien des politiques  
agroalimentaires

March 31, 2019  
31 mars 2019

---

---

Independent Auditor's Report	1-3	Rapport de l'auditeur indépendant
Statement of revenue and expenses and changes in net assets	4	État des revenus et des dépenses et de l'évolution de l'actif net
Balance sheet	5	Bilan
Statement of cash flows	6	État des flux de trésorerie
Notes to the financial statements	7-13	Notes complémentaires
Schedule	14	Annexe

---

## Independent Auditor's Report

To the Directors of the  
Canadian Agri-Food Policy Institute

### Opinion

We have audited the financial statements of Canadian Agri-Food Policy Institute (the "Institute"), which comprise the balance sheet as at March 31, 2019, and the statements of revenue and expenses and changes in net assets and cash flows for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies (collectively referred to as the "financial statements").

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Institute as at March 31, 2019, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

### Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards ("Canadian GAAS"). Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of the Institute in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

### Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux directeurs de  
l'Institut canadien des politiques agroalimentaires

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (l'« Institut »), qui comprennent le bilan au 31 mars 2019, et les états des revenus et des dépenses et de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2019, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Institut conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Institute's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Institute or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Institute's financial reporting process.

### **Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements**

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian GAAS will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian GAAS, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Institute's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Institut ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Institut.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Institut.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Institute's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Institute to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

*Deloitte LLP*

Chartered Professional Accountants,  
Licensed Public Accountants

June 7, 2019

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Institut à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.*

Comptables professionnels agréés,  
Experts-comptables autorisés

Le 7 juin 2019

	2019	2018	
	\$	\$	
<b>Revenue</b>			<b>Revenus</b>
Long-term contributions	1,216,791	1,043,025	Apports à long terme
Start-up contributions	75,000	—	Contributions initiales
Other contributions	121,624	10,000	Autres contributions
Interest income	2,881	1,401	Revenus d'intérêts
Amortization of deferred contributions - capital assets (Note 7)	4,585	4,335	Amortissement des apports reportés - immobilisations corporelles (note 7)
	<b>1,420,881</b>	<b>1,058,761</b>	
<b>Expenses</b>			<b>Dépenses</b>
Administration	247,545	282,277	Administration
Research activities	1,170,455	775,083	Activités de recherche
	<b>1,418,000</b>	<b>1,057,360</b>	
<b>Excess of revenue over expenses</b>	<b>2,881</b>	<b>1,401</b>	<b>Excédent des revenus sur les dépenses</b>
Net assets, beginning of year	292,507	291,106	Actif net au début
<b>Net assets, end of year</b>	<b>295,388</b>	<b>292,507</b>	<b>Actif net à la fin</b>

The accompanying notes and schedule are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

	2019	2018	
	\$	\$	
<b>Assets</b>			<b>Actif</b>
Current assets			À court terme
Cash	389,503	516,544	Encaisse
Accounts receivable	108,634	46,173	Débiteurs
Prepaid expenses	12,676	16,270	Frais payés d'avance
	<b>510,813</b>	578,987	
Capital assets (Note 3)	6,544	8,076	Immobilisations corporelles (note 3)
Long-term investments (Note 4)	5,296,046	6,366,673	Placements à long terme (note 4)
	<b>5,813,403</b>	6,953,736	
<b>Liabilities</b>			<b>Passif</b>
Current liabilities			À court terme
Accounts payable and accrued liabilities	144,498	140,553	Créditeurs et charges à payer
Deferred contributions (Note 5)	70,927	145,927	Apports reportés (note 5)
	<b>215,425</b>	286,480	
Long-term deferred contributions (Note 6)	5,296,046	6,366,673	Apports reportés à long terme (note 6)
Deferred contributions - capital assets (Note 7)	6,544	8,076	Apports reportés - immobilisations corporelles (note 7)
	<b>5,518,015</b>	6,661,229	
Commitments (Note 9)			Engagements (note 9)
<b>Net assets</b>			<b>Actif net</b>
Unrestricted	295,388	292,507	Non affecté
	<b>5,813,403</b>	6,953,736	

The accompanying notes and schedule are an integral part of the financial statements.

On behalf of the Board



Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

Au nom du Conseil

	<b>2019</b>	2018	
	\$	\$	
<b>Operating activities</b>			<b>Activités de fonctionnement</b>
Excess of revenue over expenses	<b>2,881</b>	1,401	Excédent des revenus sur les dépenses
Amortization of deferred contributions – capital assets	<b>(4,585)</b>	(4,335)	Amortissement des apports reportés – immobilisations corporelles
Amortization of capital assets	<b>4,585</b>	4,335	Amortissement des immobilisations corporelles
Change in unrealized gains	<b>(24,612)</b>	68,885	Variation des gains non réalisés
	<b>(21,731)</b>	70,286	
Changes in non-cash operating working capital items			Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement de fonctionnement
Accounts receivable	<b>(62,461)</b>	2,904	Débiteurs
Prepaid expenses	<b>3,594</b>	(16,270)	Frais payés d'avance
Accounts payable and accrued liabilities	<b>3,945</b>	(232,000)	Créditeurs et charges à payer
Short-term deferred contributions	<b>(75,000)</b>	—	Apports reportés à court terme
	<b>(151,653)</b>	(175,080)	
<b>Investing activities</b>			<b>Activités d'investissement</b>
Proceeds on disposal of investments	<b>2,701,409</b>	1,975,078	Produit de la disposition de placements
Purchases of investments	<b>(1,606,170)</b>	(1,078,622)	Achats de placements
Purchases of capital assets	<b>(3,053)</b>	—	Acquisitions d'immobilisations corporelles
	<b>1,092,186</b>	896,456	
<b>Financing activities</b>			<b>Activités de financement</b>
Deferred contributions - capital assets	<b>3,053</b>	-	Apports reportés -immobilisations corporelles
Long-term deferred contributions	<b>(1,070,627)</b>	(965,341)	Apports reportés à long terme
	<b>(1,067,574)</b>	(965,341)	
Net cash outflow	<b>(127,041)</b>	(243,965)	Diminution nette de l'encaisse
Cash, beginning of year	<b>516,544</b>	760,509	Encaisse au début
<b>Cash, end of year</b>	<b>389,503</b>	516,544	<b>Encaisse à la fin</b>

The accompanying notes and schedule are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

## 1. Nature of the organization

The Canadian Agri-Food Policy Institute (the "Institute"), incorporated on December 5, 2004, under Part II of the *Canada Corporations Act*, provides independent, unbiased and credible input to the Canadian agriculture and agri-food policy debate and policy forum. Its activities are governed by its constitution and by-laws. The Institute qualifies as a not-for-profit organization and is not subject to income taxes.

Effective September 2014, the Institute was granted a certificate of continuance under the *Canada Not-for-Profit Corporations Act*.

## 2. Significant accounting policies

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and reflect the following significant accounting policies:

### *Financial instruments*

Financial assets and financial liabilities are initially recognized at fair value. The Institute subsequently measures all its financial assets and financial liabilities at amortized cost, except for cash and investments, which are measured at fair value. Changes in fair value are recognized in the statement of revenue and expenses and changes in net assets.

### *Fair value*

The fair value of accounts receivable and accounts payable and accrued liabilities approximates their carrying value due to their short-term maturity. It is management's opinion that the Institute is not exposed to significant interest currency or credit risks arising from these financial instruments.

### *Revenue recognition*

The Institute follows the deferral method of accounting for contributions.

Unrestricted contributions are recognized as current period revenue when received or receivable, if collection of the amount to be received can be reasonably assured.

## 1. Nature de l'organisme

L'Institut canadien des politiques agroalimentaires (l'« Institut »), constitué le 5 décembre 2004 en vertu de la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, fournit des opinions impartiales et dignes de confiance aux débats d'orientation politique et aux forums sur les politiques en matière d'agriculture et d'agroalimentaire au Canada. Ses activités sont régies par ses statuts et règlements. L'Institut est considéré comme un organisme sans but lucratif et est, par conséquent, exonéré d'impôt sur le revenu.

En septembre 2014, l'Institut a reçu son certificat de prorogation selon la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

## 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes:

### *Instruments financiers*

L'Institut évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et passifs financiers au coût après amortissement, sauf l'encaisse et les placements, qui sont mesurés à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des revenus et des dépenses et de l'évolution de l'actif net.

### *Juste valeur*

La juste valeur des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche approximativement de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. La direction est d'avis que l'Institut n'est pas exposé à des risques de change ou de crédit significatifs découlant de ces instruments financiers.

### *Constatation des revenus*

L'Institut suit la méthode du report pour la comptabilisation des apports.

Les apports non affectés sont constatés comme revenus de l'exercice lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir, si l'encaissement est raisonnablement assuré.

## 2. Significant accounting policies (continued)

### *Revenue recognition (continued)*

Externally restricted contributions are recognized in the period in which the related expenses are incurred. Externally restricted amounts can only be used for the purposes designated by external parties.

Contributions restricted for capital assets are deferred and amortized to revenue on a straight-line basis at a rate corresponding to the amortization rate for the related capital assets.

### *Investment revenue*

Interest revenue is recorded when it is earned. Interest on non-restricted investments is recorded as income in the period when earned. Interest earned on restricted investments is deferred and recognized as revenue in the statement of revenue and expenses and changes in net assets as the eligible expenses are incurred.

### *Capital assets*

Capital assets are recorded at cost. Amortization is computed using the straight-line method over the estimated useful lives of the assets, which is five years for equipment and three years for computer equipment.

### *Use of estimates*

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosures of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reporting period. The main estimates used are the fair value of investments, the recoverable amount of accounts receivable, the amount of accrued liabilities and the estimated useful lives of capital assets. Actual results could differ from these estimates.

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### *Constatation des revenus (suite)*

Les apports affectés d'origine externe sont constatés au cours de l'exercice où les charges afférentes sont engagées. Les montants affectés d'origine externe ne peuvent être utilisés qu'aux fins désignées par les parties externes.

Les apports restreints liés aux immobilisations corporelles sont reportés et amortis aux revenus sur une base linéaire à un taux correspondant au taux d'amortissement des immobilisations corporelles correspondantes.

### *Revenu de placement*

Les intérêts sont constatés dans la mesure où ils sont gagnés. Les revenus d'intérêts sur les placements non affectés sont constatés comme revenus de l'exercice où ils ont été gagnés. Les revenus d'intérêts sur les placements affectés sont reportés et constatés comme revenus à l'état des revenus et des dépenses et de l'évolution de l'actif net dans la mesure où les dépenses admissibles sont engagées.

### *Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue des immobilisations, qui est de cinq ans pour le matériel et trois ans pour le matériel informatique.

### *Utilisation d'estimations*

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les principales estimations sont la juste valeur des placements, le montant recouvrable des débiteurs, le montant des charges à payer et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

## 2. Significant accounting policies (continued)

### Allocation of expenses

The Institute allocates its administrative expenses based on the proportion of activities undertaken by the Institute. Details of allocated expenses are included in the Schedule.

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

### Ventilation des dépenses

L'Institut ventile ses dépenses d'administration selon l'ampleur des activités entreprises par l'Institut au cours de l'exercice. Le détail des dépenses ventilées est inclus en annexe.

## 3. Capital assets

## 3. Immobilisations corporelles

	<b>Cost</b>	<b>Accumulated amortization</b>	<b>2019 Net book value</b>	2018 Net book value	
	<b>Coût</b>	<b>Amortissement cumulé</b>	<b>Valeur comptable nette</b>	Valeur comptable nette	
	\$	\$	\$	\$	
Equipment	5,117	2,132	2,985	4,008	Matériel
Computer equipment	20,748	17,189	3,559	4,068	Matériel informatique
	<b>25,865</b>	<b>19,321</b>	<b>6,544</b>	<b>8,076</b>	

## 4. Long-term investments

The investments consist of financial instruments which mature on various dates up to December 31, 2108.

## 4. Placements à long terme

Les placements se composent d'instruments financiers venant à échéance à des dates s'échelonnant jusqu'au 31 décembre 2108.

	<b>Fair value</b>	<b>2019 Cost</b>	2018 Fair value	2018 Cost	
	<b>Juste valeur</b>	<b>Coût</b>	Juste valeur	Coût	
	\$	\$	\$	\$	
Provincial governments (2.55% - 4.10%)	723,805	732,686	726,103	732,686	Gouvernements provinciaux (2,55 % - 4,10 %)
Federal governments (0.75%)	246,401	241,249	—	—	Gouvernements fédéraux (0,75 %)
Corporate bonds (4.00% - 7.41%)	3,743,158	3,599,814	3,933,518	3,811,932	Obligations de sociétés (4,00 % - 7,41 %)
Mutual funds	582,682	582,682	1,707,052	1,707,052	Fonds mutuels
	<b>5,296,046</b>	<b>5,156,431</b>	<b>6,366,673</b>	<b>6,251,670</b>	

## 5. Deferred contributions

Deferred contributions represent externally restricted contributions for the funding of start-up costs and other contributions not yet recognized as revenue. Changes in the deferred contributions balance are as follows:

	2019	2018	
	\$	\$	
Balance, beginning of year	<b>145,927</b>	145,927	Solde au début
Amount recognized as revenue	<b>75,000</b>	—	Montant constaté à titre de revenus
Balance, end of year	<b>70,927</b>	145,927	Solde à la fin

## 6. Long-term deferred contributions

Long-term deferred contributions are related to the contribution from Agriculture and Agri-Food Canada to finance the Institute's current operations.

The changes for the year in the long-term deferred contributions balance are as follows:

	2019	2018	
	\$	\$	
Balance, beginning of year	<b>6,366,673</b>	7,332,014	Solde au début
Investment income	<b>124,605</b>	146,569	Revenus de placement
Changes in unrealized gains	<b>24,612</b>	(68,885)	Variation des gains non réalisés
Recognized contributions during the year	<b>(1,216,791)</b>	(1,043,025)	Apports constatés au cours de l'exercice
Transfer to deferred contributions – capital assets	<b>(3,053)</b>	—	Transfert aux apports reportés – immobilisations corporelles
Balance, end of year	<b>5,296,046</b>	6,366,673	Solde à la fin

## 5. Apports reportés

Les apports reportés représentent des apports affectés d'origine externe aux fins du financement des coûts de pré-exploitation ainsi que des apports qui ne sont pas encore constatés comme revenus. Les variations du solde de ces apports reportés sont les suivantes :

## 6. Apports reportés à long terme

Les apports reportés à long terme sont relatifs à une contribution gouvernementale d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour financer les activités courantes de l'Institut.

Les variations du solde des apports reportés à long terme au cours de l'exercice sont les suivantes :

**6. Long-term deferred contributions  
(continued)**

	2019	2018
	\$	\$
Comprised of:		
Unspent contributions	<b>3,048,524</b>	4,048,524
Accumulated unrealized gains	<b>139,615</b>	115,003
Accumulated investment income, before income spent during the year	<b>2,327,750</b>	2,246,171
Investment income spent	<b>(216,791)</b>	(43,025)
Transfer to deferred contributions – capital assets	<b>(3,052)</b>	—
Balance, end of year	<b>5,296,046</b>	6,366,673

**6. Apports reportés à long terme (suite)**

Se composent de :

Apports non utilisés  
Gains non réalisés cumulés  
Revenus de placement cumulés, avant  
revenus déboursés pendant l'exercice  
Revenus de placement déboursés  
Transfert aux apports reportés –  
immobilisations corporelles  
Solde à la fin

**7. Deferred contributions – capital  
assets**

The changes for the year in the deferred contributions balance are as follows:

	2019	2018
	\$	\$
Balance, beginning of year	<b>8,076</b>	12,411
Transfer from long-term deferred contributions	<b>3,053</b>	—
Amounts amortized to revenue	<b>(4,585)</b>	(4,335)
Balance, end of year	<b>6,544</b>	8,076

**7. Apports reportés – immobilisations  
corporelles**

Les variations survenues dans le solde des apports reportés au cours de l'exercice sont les suivantes :

Solde au début  
Transfert des apports reportés  
à long terme  
Amortissement reconnu  
à titre de revenus  
Solde à la fin

**8. Financial instruments**

*Investment risk*

Investment in financial instruments renders the Institute subject to investment risks. Interest risk is the risk arising from fluctuations in interest rates and their degree of volatility. There is also the risk arising from the failure of a party to a financial instrument to discharge an obligation when it is due. Market risk is the risk to the value of a financial instrument due to fluctuations in market prices, whether these fluctuations are caused by factors specific to the investment itself or to its issuer, or by factors pertinent to all investments on the market.

**8. Instruments financiers**

*Risque lié aux placements*

Le placement dans des instruments financiers place l'Institut face à des risques liés aux placements. Le risque de taux d'intérêt est le risque provenant des variations dans les taux d'intérêt et de leur degré de volatilité. On trouve aussi des risques qui proviennent du danger éventuel qu'une des parties engagées par rapport à un instrument financier ne puisse faire face à ses obligations. Le risque de marché est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue en raison des variations des prix du marché, que ces variations soient causées par des facteurs propres au titre lui-même ou à son émetteur, ou par des facteurs communs à tous les titres négociés sur le marché.

## **8. Financial instruments (continued)**

### *Concentration of risk*

Concentration of risk exists when a significant proportion of the portfolio is invested in securities with similar characteristics or subject to similar economic, political and other conditions. The Institute's investments are detailed in Note 4.

### *Credit risk*

The risk relates to the potential that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The maximum credit exposure of the Institute is represented by the fair value of the long-term investments and accounts receivable as presented in the balance sheet.

## **9. Commitments**

During fiscal year 2007, the Institute entered into a long-term financing agreement with the government of Canada, for which the Institute received an amount of 15 million dollars. As defined in the agreement, the total maximum financial support that may be drawn down for the eligible administrative costs and the eligible policy research costs of the Institute in any fiscal year shall not exceed or be greater than 1 million dollars of the original 15 million dollars paid to the Institute by the government plus any accumulated interest or income from the investment of the grant that may be available for draw down at any time.

### *Other commitments*

The Institute leases office space from Agriculture and Agri-Food Canada at an annual cost of \$50,375. The lease term expires June 30, 2020.

## **8. Instruments financiers (suite)**

### *Concentration du risque*

Il y a concentration du risque lorsqu'une portion importante du portefeuille est constituée de placements dans des valeurs présentant des caractéristiques semblables ou sensibles à des facteurs économiques, politiques ou autres similaires. Les placements de l'Institut sont décrits à la note 4.

### *Risque de crédit*

C'est le risque qu'une des parties à un instrument financier manque à ses obligations et fasse subir une perte financière à l'autre partie. Le risque maximal de crédit de l'Institut correspond à la juste valeur des placements à long terme et des débiteurs inscrite au bilan.

## **9. Engagements**

Au cours de l'exercice fiscal 2007, l'Institut a conclu une entente de financement à long terme avec le gouvernement du Canada, selon laquelle l'Institut a reçu une somme de 15 millions de dollars. Tel que défini dans l'entente, le montant maximal d'aide financière pouvant être prélevé pour les coûts administratifs admissibles et les coûts admissibles de recherche en politique ne peut excéder ou être plus élevé qu'un million de dollars du montant initial de 15 millions de dollars payé à l'Institut par le gouvernement, ainsi que tout intérêt cumulé ou revenu de placement de la subvention qui peut être disponible à tout moment pour prélèvement, et ce, pour tout exercice donné.

### *Autres engagements*

L'Institut loue des locaux à bureaux d'Agriculture et Agroalimentaire Canada à un coût annuel de 50 375 \$. Le bail prend fin le 30 juin 2020.

## 10. Capital management

The Institute's capital is comprised of its deferred contributions, long-term deferred contributions, deferred contributions – capital assets and its unrestricted net assets.

During the year ended March 31, 2007, the Institute was granted a contribution from Agriculture and Agri-Food Canada totalling 15 million dollars to finance its current operations. The funding agreement requires that the Institute invest the capital in risk-free investments.

As such, the Institute implemented an investment policy to better manage the requirements from the funding agreement. Investments with a credit rating of "A" shall be limited to 20% of the assets of the investment portfolio, investments with a credit rating of "AA" shall be limited to 70%, and investments in securities that are not issued by the government shall be limited to 80%. The Institute is forbidden from investing more than 10% in one specific investment except for government bonds and mutual funds.

There have been no changes from the prior year on how the Institute manages its capital. As of March 31, 2019, the Institute was fulfilling all externally imposed requirements.

## 11. Related party transactions

Key management personnel are comprised of the Institute's directors and executives. Honorariums paid to the Board during the year were \$140,809 (\$134,166 in 2018). Executive salaries and benefits paid during the year were \$266,489 (\$202,498 in 2018).

## 10. Gestion du capital

Le capital de l'Institut est constitué de ses apports reportés, apports reportés à long terme, apports reportés – immobilisations corporelles et actifs nets non affectés.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2007, l'Institut a reçu une contribution gouvernementale d'Agriculture et Agroalimentaire Canada totalisant 15 millions de dollars, et ce, pour financer ses activités courantes. L'entente de financement exige de l'Institut qu'il investisse son capital dans des placements sans risque.

L'Institut s'est ainsi doté d'une politique de placement pour mieux gérer les exigences de l'entente conclue avec le ministère. Les placements de niveau « A » seront limités à 20 % des actifs du portefeuille de placements, les placements de niveau « AA » seront limités à 70 % et les placements en titres qui ne sont pas émis par le gouvernement seront limités à 80 %. L'Institut doit également limiter son investissement dans un titre spécifique puisqu'un placement ne peut représenter à lui seul plus de 10 % du portefeuille total, sauf s'il s'agit de bons du gouvernement du Canada ou de fonds mutuels.

Il n'y a pas eu de changements par rapport à l'exercice précédent au niveau de la façon dont l'Institut gère son capital. Au 31 mars 2019, l'Institut respecte toutes les exigences externes.

## 11. Transactions entre apparentés

Le personnel de gestion clé comprend les directeurs et les cadres de l'Institut. Les honoraires payés au Conseil au cours de l'exercice s'élevaient à 140 809 \$ (134 166 \$ en 2018). Les salaires et avantages sociaux des directeurs et cadres payés au cours de l'exercice s'élevaient à 266 489 \$ (202 498 \$ en 2018).

	Administration	Research activities Activités de recherche	Institute activities Activités de l'Institut	2019	2018	
	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Revenue</b>						<b>Revenus</b>
Grant contributions	224,210	775,790	—	1,000,000	1,000,000	Apports de subvention
Income contributions	—	216,791	—	216,791	43,025	Revenus des apports
Initial contributions	18,750	56,250	—	75,000	—	Apports initiaux
Other contributions	—	121,624	—	121,624	10,000	Autres contributions
Interest income	—	—	2,881	2,881	1,401	Revenu d'intérêts
Amortization of deferred contributions	4,585	—	—	4,585	4,335	Amortissement des apports reportés
	<b>247,545</b>	<b>1,170,455</b>	<b>2,881</b>	<b>1,420,881</b>	1,058,761	
<b>Expenses</b>						<b>Dépenses</b>
Office and operations	71,515	224,530	—	296,045	257,783	Frais de bureau et d'opération
Professional services	69,438	311,048	—	380,486	222,395	Services professionnels
Salaries and benefits	77,884	392,222	—	470,106	366,544	Salaires et avantages sociaux
Travel and meetings	24,123	242,655	—	266,778	206,303	Déplacements et rencontres
Amortization of capital assets	4,585	—	—	4,585	4,335	Amortissement des immobilisations corporelles
	<b>247,545</b>	<b>1,170,455</b>	<b>—</b>	<b>1,418,000</b>	1,057,360	
<b>Excess of revenue over expenses</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>2,881</b>	<b>2,881</b>	1,401	<b>Excédent des revenus sur les dépenses</b>